

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

concernant la modification du code de bonnes pratiques pour la conduite des procédures de contrôle des aides d'État PROJET

1. INTRODUCTION

1. L'Union européenne est partie à la convention de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (ci-après la «convention»). L'Union applique la convention, en ce qui concerne les institutions européennes, au moyen du règlement (CE) n° 1367/2006 du Parlement européen et du Conseil¹ [ci-après le «règlement (CE) n° 1367/2006»].
2. Les décisions en matière d'aides d'État adoptées par la Commission n'entrent pas dans le champ d'application du règlement (CE) n° 1367/2006. Dans l'affaire ACCC/C/2015/128, le comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus a estimé que l'Union, en n'offrant pas aux membres du public l'accès à des procédures administratives ou judiciaires pour contester les décisions relatives aux aides d'État prises par la Commission en application de l'article 108, paragraphe 2, du TFUE allant à l'encontre du droit de l'environnement de l'UE², ne se conformait pas à ladite convention.
3. Conformément au règlement [xx] de la Commission³, l'Union doit mettre en place un mécanisme de réexamen interne afin de donner suite à ces conclusions. Ce mécanisme doit s'appliquer aux décisions finales de la Commission en matière d'aides d'État clôturant la procédure formelle d'examen prévue à l'article 108, paragraphe 2, du TFUE, conformément à l'article 9, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil⁴, dès lors que ces décisions ont pour base juridique l'article 107, paragraphe 3, points a), c), d) et e), ainsi que l'article 107, paragraphe 3, point b), première partie (aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun), du TFUE. Conformément au règlement [xx] de la Commission, l'État membre notifiant doit être invité à confirmer que ni l'activité pour laquelle une aide d'État est octroyée, ni l'un quelconque des aspects de l'aide d'État

¹ Règlement (CE) n° 1367/2006 du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 concernant l'application aux institutions et organes de l'Union européenne des dispositions de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, JO L 264 du 25.9.2006, p. 13, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2006/1367/oj>.

² Voir: https://unece.org/env/pp/cc/accc.c.2015.128_european-union.

³ Règlement [xx] de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

⁴ Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 248 du 24.9.2015, p. 9, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2015/1589/oj>.

notifiée qui sont indissolublement liés à l'objet de celle-ci ne vont à l'encontre du droit de l'environnement de l'Union⁵.

4. La présente communication modifie le code de bonnes pratiques pour la conduite des procédures de contrôle des aides d'État (ci-après le «code de bonnes pratiques»). Elle expose la procédure de réexamen interne et définit les entités habilitées à introduire une demande de réexamen interne (ci-après la «demande») auprès de la Commission, les conditions d'une telle demande, sa portée et les délais applicables.
5. En outre, l'expérience de la Commission concernant la phase de prénotification prévue à la section 3 du code de bonnes pratiques s'est étendue et montre que les contacts de prénotification avec les États membres durent généralement plus longtemps, en particulier dans les cas complexes. Il convient dès lors d'ajuster en conséquence la durée de la phase de prénotification pour la faire passer de six à 12 mois.
6. Enfin, la Commission reconnaît n'avoir jamais eu recours à la procédure rationalisée applicable aux cas simples prévue à la section 6 du code de bonnes pratiques. Cette procédure devrait par conséquent être supprimée.

2. MODIFICATIONS APPORTÉES AU CODE DE BONNES PRATIQUES:

7. Une nouvelle **section 11**, libellée comme suit, est insérée après l'actuelle section 11 («Contrôle»):

«11. Mécanisme de réexamen interne en réponse aux conclusions du comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus dans l'affaire ACCC/C/2015/128»

78. En réponse aux conclusions du comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus dans l'affaire ACCC/C/2015/128, la Commission examinera les demandes de réexamen interne introduites par les entités admissibles au moyen du mécanisme décrit ci-après.

11.1 Entités habilitées à introduire une demande de réexamen interne

79. Toute organisation non gouvernementale remplissant les critères énoncés ci-après peut présenter à la Commission une demande de réexamen interne concernant les décisions en matière d'aides d'État énumérées à la section 11.4, au motif que l'activité pour laquelle une aide d'État est octroyée et/ou l'un quelconque des aspects de la mesure d'aide d'État autorisée par de telles décisions qui sont indissolublement liés à l'objet de l'aide⁶ vont à l'encontre d'une ou de plusieurs règles spécifiques du droit de l'environnement de l'Union, qui est défini à l'article 2, paragraphe 1, point f), du règlement (CE) n° 1367/2006.

⁵ Voir, entre autres, l'arrêt du 22 mars 1977, Iannelli & Volpi SpA/Ditta Paolo Meroni, 74/76, EU:C:1977: 51, point 14: «attendu que des modalités d'une aide qui contreviendraient à des dispositions particulières du traité (...) peuvent être à ce point indissolublement liées à l'objet de l'aide qu'il ne serait pas possible de les apprécier isolément, de sorte que leur effet sur la compatibilité ou l'incompatibilité de l'aide dans son ensemble doit alors nécessairement être apprécié à travers la procédure de l'article 93».

⁶ Voir, entre autres, l'arrêt du 22 mars 1977, Iannelli & Volpi SpA/Ditta Paolo Meroni, 74/76, EU:C:1977:51, point 14.

80. Une organisation non gouvernementale est habilitée à introduire une demande de réexamen interne conformément au point 79 pour autant que:

- (a) cette organisation soit une personne morale indépendante et sans but lucratif en vertu du droit ou de la pratique nationaux d'un État membre;
- (b) cette organisation ait pour objectif premier déclaré de promouvoir la protection de l'environnement dans le cadre du droit de l'environnement;
- (c) cette organisation existe depuis plus de deux ans et poursuive activement l'objectif visé au point b);
- (d) l'objet de la demande de réexamen interne introduite par cette organisation s'inscrive dans son objectif et ses activités.

11.2 Éléments permettant de déterminer si les organisations non gouvernementales sont habilitées à demander un réexamen interne

81. Toute organisation non gouvernementale introduisant une demande de réexamen interne d'une décision en matière d'aide d'État conformément au point 79 apporte la preuve qu'elle remplit les critères énoncés au point 80 au moyen des documents énumérés ci-après:

- (a) son statut ou son règlement intérieur ou, dans le cas des États membres dont le droit national n'impose pas ou ne prévoit pas l'adoption d'un statut ou d'un règlement intérieur par les organisations non gouvernementales, tout autre document remplissant le même rôle selon la pratique nationale;
- (b) ses rapports d'activité annuels des deux dernières années;
- (c) une copie de l'acte d'enregistrement auprès des autorités nationales dans le cas des organisations non gouvernementales établies dans des pays dans lesquels l'accomplissement de telles procédures constitue une condition préalable à l'obtention de la personnalité juridique;
- (d) le cas échéant, et sans préjudice de l'obligation de fournir les documents mentionnés aux points a) à c) ci-dessus, des informations et des documents montrant qu'elle a été reconnue précédemment par la Commission comme étant habilitée à présenter une demande de réexamen interne conformément au point 79, ainsi qu'une déclaration de sa part selon laquelle les conditions d'admissibilité continuent d'être remplies;
- (e) si l'un de ces documents ne peut être produit pour des raisons qui ne lui sont pas imputables, elle peut présenter tout autre document équivalent pour prouver qu'elle remplit les conditions susmentionnées;
- (f) dans le cas où il ne ressort pas clairement des documents qu'elle a pour objectif premier déclaré de promouvoir la protection de l'environnement dans le cadre du droit de l'environnement, qu'elle existe depuis plus de deux ans et qu'elle poursuit activement cet objectif, ou que l'objet de la demande de réexamen interne s'inscrit dans ses objectifs et ses activités, elle présente tout autre document prouvant qu'elle remplit cette condition.

11.3 Représentation par une organisation non gouvernementale ou un avocat

82. Lorsque des organisations non gouvernementales sont représentées par une organisation non gouvernementale, le point 81 s'applique.

83. Lorsque des organisations non gouvernementales sont représentées par un avocat, la demande est accompagnée de documents et de données attestant que l'avocat est habilité à exercer devant une juridiction d'un État membre. Ces documents peuvent comprendre un certificat délivré par un barreau d'un État membre ou tout autre document répondant au même objectif conformément aux règles nationales. L'avocat fournit également une procuration attestant qu'il peut représenter son client.

11.4 Décisions en matière d'aides d'État pouvant faire l'objet d'une demande de réexamen interne

84. Les organisations non gouvernementales admissibles peuvent présenter une demande de réexamen interne des décisions finales de la Commission en matière d'aides d'État clôturant une procédure formelle d'examen ouverte en vertu de l'article 108, paragraphe 2, du TFUE, conformément à l'article 9, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil, lorsque ces décisions ont pour base juridique:

- (i) l'article 107, paragraphe 3, point a), du TFUE;
- (ii) l'article 107, paragraphe 3, point b), première partie, du TFUE;
- (iii) l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE;
- (iv) l'article 107, paragraphe 3, point d), du TFUE;
- (v) l'article 107, paragraphe 3, point e), du TFUE.

11.5 Contenu d'une demande de réexamen interne

85. La demande de réexamen interne d'une décision de la Commission conformément au point 79 est présentée par écrit au moyen du formulaire figurant à l'annexe III du règlement [xx] et:

- (a) précise la décision finale de la Commission en matière d'aides d'État dont le réexamen est demandé;
- (b) indique les dispositions spécifiques du droit de l'Union en matière d'environnement dont il est allégué qu'elles ont été violées par l'activité bénéficiant de l'aide ou par tout aspect de la mesure d'aide d'État notifiée qui est indissolublement lié à l'objectif de l'aide;
- (c) expose les motifs de la demande de réexamen;
- (d) fournit des informations et des documents pertinents et structurés, ainsi que des faits ou des arguments juridiques à l'appui de chacun de ces motifs;
- (e) indique le nom et les coordonnées de la personne habilitée à représenter la partie à l'origine de la demande vis-à-vis de tiers aux fins du réexamen interne;
- (f) apporte la preuve de l'habilitation de la partie à l'origine de la demande à introduire la demande conformément aux critères et conditions énoncés aux points 79 à 81.

86. La demande de réexamen interne ne dépasse pas 10 pages (sans les documents prouvant que les critères d'admissibilité prévus au point 80 sont remplis, ni les autres annexes à l'appui de la demande).

87. Les annexes sont numérotées, comportent des intitulés clairs et sont mentionnées dans la demande de réexamen interne afin d'étayer des arguments factuels et/ou juridiques spécifiques soulevés par l'organisation non gouvernementale.

88. Aux fins du point 85, e), lorsqu'une demande conjointe est présentée par plusieurs organisations non gouvernementales, un point de contact unique est désigné.

89. Afin d'accélérer la procédure de réexamen interne, la Commission encourage vivement le recours à la dérogation linguistique suivante, qui est datée et signée par l'organisation non gouvernementale et jointe à la demande:

«Le/la soussigné(e), représentant l'organisation non gouvernementale à l'origine de la demande concernant [préciser le numéro et l'intitulé de la décision en matière d'aide d'État], accepte exceptionnellement de renoncer à ses droits découlant de l'article 342 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en liaison avec l'article 3 du règlement (CEE) n° 1/1958 du Conseil, et consent à ce que la réponse de la Commission adoptée et notifiée en vertu de l'article 297 du traité soit rédigée en anglais.»

11.6 Appréciation de la Commission

90. La Commission examine une demande si elle est introduite par des entités admissibles et est présentée au moyen du formulaire mentionné au point 85, à moins qu'elle ne soit manifestement non étayée ou infondée.

91. Lorsque plusieurs demandes de réexamen interne sont présentées pour une même décision en matière d'aides d'État, la Commission peut décider de joindre ces demandes et de les traiter comme une seule demande.

92. La Commission vérifie que les éléments de preuve fournis par l'organisation non gouvernementale montrent que l'activité bénéficiant de l'aide, ou l'un quelconque des aspects de la mesure d'aide d'État notifiée qui sont indissolublement liés à l'objet de celle-ci, sont contraires à une ou plusieurs dispositions spécifiques du droit de l'Union en matière d'environnement.

93. Si la Commission, sur la base des informations fournies conformément aux points 79 à 81, n'est pas en mesure d'apprécier pleinement si les critères ou conditions sont remplis, elle invite la partie à l'origine de la demande à fournir des documents ou des renseignements supplémentaires, ainsi qu'une version non confidentielle de ces documents ou informations, le cas échéant. La partie à l'origine de la demande répond dans un délai raisonnable fixé par la Commission, qui n'excède pas 30 jours. Pendant cette période, les délais prévus aux points 107 et 108 sont suspendus.

94. La Commission adresse la demande de réexamen interne à l'État membre dont la mesure a été autorisée par la décision en matière d'aides d'État faisant l'objet du réexamen afin de lui permettre de formuler des observations et, le cas échéant, de présenter une version non confidentielle de celles-ci. Pendant cette période de consultation, qui n'excède pas 30 jours, les délais définis aux points 107 et 108 sont suspendus.

95. Le cas échéant, la Commission peut consulter d'autres autorités nationales compétentes de tout État membre de l'Union afin de vérifier et d'apprécier les informations fournies par l'organisation non gouvernementale ou l'avocat concerné en ce qui concerne les critères d'admissibilité visés au point 80 ou les motifs de la demande. Les autorités nationales consultées fournissent une version non confidentielle de leurs observations, le cas échéant. Pendant cette période de consultation, qui n'excède pas 30 jours, les délais définis aux points 107 et 108 sont suspendus.

11.7 Délais

96. La demande de réexamen interne est introduite par l'organisation non gouvernementale dans un délai n'excédant pas huit semaines à compter de la publication de la décision de la Commission en matière d'aides d'État.

97. La Commission motive sa position en répondant aussi rapidement que possible, et au plus tard 16 semaines après l'expiration du délai de huit semaines indiqué au point 96.

98. Si, malgré sa diligence, la Commission n'est pas en mesure de respecter le délai indiqué au point 97, elle informe l'organisation non gouvernementale qui a introduit la demande, dans les plus brefs délais et au plus tard dans le délai indiqué au point précédent, de la date à laquelle elle entend le faire. En tout état de cause, la Commission agit dans un délai de 22 semaines à compter de l'expiration du délai de huit semaines indiqué au point 96.

11.8 Recours devant la Cour de justice

99. L'organisation non gouvernementale ayant introduit la demande de réexamen interne conformément au point 79 peut saisir la Cour de justice conformément aux dispositions pertinentes du TFUE.

11.9 Présentation électronique des demandes de réexamen interne

100. Les demandes de réexamen interne des décisions en matière d'aides d'État présentées conformément au point 79 sont soumises au moyen du système en ligne désigné, accessible au public sur le site web de la Commission.

11.10 Publication et systèmes en ligne de réception des demandes

101. La Commission publie toutes les demandes dans les plus brefs délais après leur réception et ses réponses dans les plus brefs délais après leur adoption sur un site internet désigné.

8. À la **section 3** («Prénotification»), le point 16 du code de bonnes pratiques est modifié comme suit:

«La durée et la forme des contacts de prénotification dépendent dans une large mesure de la complexité du cas d'espèce. Bien que de tels contacts puissent s'étendre sur plusieurs mois, leur durée ne devra généralement pas dépasser 12 mois.»

9. La **section 6** («Procédure rationalisée applicable aux cas simples») du code de bonnes pratiques est supprimée.

10. **Applicabilité**

9.1 La Commission appliquera les modifications concernant la section 3 («Prénotification») et la section 6 («Procédure rationalisée applicable aux cas simples») après publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

9.2 La Commission appliquera la nouvelle section 11 («Mécanisme de réexamen interne en réponse aux conclusions du comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus dans l'affaire ACCC/C/2015/128») aux décisions finales de la Commission visées dans la nouvelle section 11.4. Ces décisions s'appuient sur des notifications dans lesquelles les États membres ont confirmé que ni l'activité bénéficiant de l'aide, ni l'un quelconque des aspects de la mesure d'aide d'État notifiée qui sont indissolublement liés à l'objet de celle-ci ne sont contraires au droit de l'Union en matière d'environnement, conformément au règlement [xx].

9.3 En ce qui concerne les aides non notifiées, la Commission appliquera la nouvelle section 11 à ses décisions finales clôturant la procédure formelle d'examen visée dans la nouvelle section 11.4 dans les cas où la décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du TFUE a été adoptée après la publication du règlement [xx] au *Journal officiel de l'Union européenne*.

11. **Nouvelle numérotation**

À la suite des modifications susmentionnées, les actuelles section 7 («La procédure formelle d'examen»), 8 («Enquêtes par secteur économique et par instrument d'aide»), 9 («Plaintes formelles»), 10 («Plans d'évaluation») et 11 («Contrôle») deviendront respectivement les sections 6, 7, 8, 9 et 10.